


NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE




Distr.
GENERALE
S/14913
19 mars 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 19 MARS 1982, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE REPRESENTANT
PERMANENT DU NICARAGUA AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint une note de S. Exc. M. Daniel
Ortega Saavedra, Coordonnateur de la Junte de gouvernement de reconstruction
nationale, demandant la convocation du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Nicaragua auprès
de l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) Javier CHAMORRO MORA

Annexe

Note datée du 18 mars 1982, adressée au Secrétaire général par le Coordonnateur de la Junta de gouvernement de reconstruction nationale

L'aggravation constante de la tension en Amérique centrale et le risque de plus en plus grand d'une intervention militaire à grande échelle des forces armées des Etats-Unis d'Amérique constituent une grave menace pour l'indépendance et la souveraineté des pays d'Amérique centrale et pour la paix et la sécurité internationales.

A maintes reprises et au sein de diverses instances, d'éminentes personnalités gouvernementales des Etats-Unis, dont le Président, le Secrétaire d'Etat et le Secrétaire à la défense, ont formulé des déclarations dans lesquelles ils se sont arrogé ouvertement, et d'une manière entièrement illégale et arbitraire, le prétendu droit d'intervenir dans la guerre civile qui sévit en El Salvador et de menacer le Nicaragua d'actes d'ingérence et d'agression. Chaque fois, ces personnalités des Etats-Unis se sont déclarées prêtes à utiliser n'importe quel moyen pour parvenir à leurs fins odieuses, sans exclure le recours à la force armée, ni l'utilisation des ressources criminelles et cachées de leur Agence centrale de renseignements.

La répétition systématique de ces déclarations agressives perturbe considérablement le déroulement habituel des relations internationales et rappelle l'époque funeste où les impérialistes yankees ont envahi le Nicaragua et ont obligé notre peuple, sous la direction d'Augusto César Sandino, à mener une guerre de résistance prolongée, sanglante et héroïque.

Ces déclarations laissent supposer que le Gouvernement actuel des Etats-Unis ignorerait tout des transformations intervenues dans le monde et dans notre région et se proposerait de revenir à la diplomatie des canonnières qui se heurterait de nouveau, cependant, comme par le passé, à la résistance la plus ferme et la plus résolue de la part des peuples d'Amérique centrale.

En prônant une stratégie interventionniste, le Gouvernement des Etats-Unis fait fi de l'opposition internationale à sa politique, qu'ont largement exprimée de nombreux gouvernements, institutions et personnalités de toutes les régions, représentant les idéologies les plus diverses, et ne tient même pas compte de la préoccupation de plus en plus grande manifestée à cet égard par l'opinion publique américaine. Récemment, le Président du Mexique, H. José López Portillo, a présenté des propositions constructives visant à résoudre les problèmes fondamentaux de la région, qui ont été favorablement accueillies par mon gouvernement et par beaucoup d'autres, mais qui, jusqu'à présent, n'ont pas suscité de réaction positive de la part des autorités américaines. Washington n'a pas non plus accepté la proposition élaborée par le Front démocratique révolutionnaire et le Front Farabundo Martí de libération nationale d'El Salvador, que j'ai eu l'honneur de présenter le 7 octobre 1981 à l'Assemblée générale, lors de sa trente-sixième session, et qui aurait permis d'entamer, à propos du conflit salvadorien, des négociations tendant à aboutir au rétablissement de la paix.

Les déclarations belliqueuses des Autorités des Etats-Unis s'accompagnent de mesures concrètes qui indiquent clairement l'intention d'attaquer le Nicaragua et d'intervenir directement en El Salvador. Il est de notoriété publique qu'avec la connivence des autorités, des bandes armées d'anciens membres de la garde nationale somoziste et d'autres groupes de mercenaires s'organisent et s'entraînent sur le territoire des Etats-Unis dans le but déclaré d'envahir le Nicaragua. Des éléments analogues, appuyés par la C.I.A. dirigent des attaques fréquentes contre notre pays à partir du territoire hondurien où ils se préparent à mener des actions de plus grande envergure.

Comme il a été révélé publiquement, le Gouvernement des Etats-Unis a alloué 19,9 millions de dollars à la C.I.A. pour le financement d'activités subversives à l'intérieur du territoire nicaraguayen dans le but de déstabiliser mon gouvernement et de le renverser par la force. Des manoeuvres navales militaires ont été effectuées hier dans la région des Caraïbes et d'autres sont projetées dans des eaux proches de l'Amérique centrale avec un déploiement tout à fait inhabituel de forces militaires, ce qui ne saurait être interprété que comme une tentative d'intimider les peuples de la région. Pour l'exécution de tels plans agressifs, les Etats-Unis utilisent des éléments militaires de plusieurs pays latino-américains qu'ils essaient d'entraîner dans une aventure belliciste aux conséquences imprévisibles pour tout le continent.

La semaine dernière, le mardi 9 mars, il a été organisé au Département d'Etat une conférence de presse au cours de laquelle il a été montré une série de photographies prises au cours d'opérations d'espionnage en violation flagrante de notre espace aérien, dans le but de persuader l'opinion publique des Etats-Unis et du monde entier du danger que représenterait pour la région de l'Amérique centrale, le prétendu renforcement militaire du Nicaragua. Cette révélation, comme l'a indiqué le New York Times dans son édition du 11 mars, ne prouve nullement l'existence de quoi que ce soit d'alarmant au Nicaragua. Il ne s'agit que d'une manoeuvre de propagande du Gouvernement Reagan visant à faire accepter à l'opinion publique l'idée d'une invasion du Nicaragua. L'élément le plus important de cette campagne diffamatoire s'est retourné contre ses auteurs le vendredi 12 mars, lorsque le jeune Orlando José Tardencillas Espinosa a déclaré à la presse qu'il avait été emmené illégalement aux Etats-Unis pour déclarer, sous menace de mort, une série de mensonges impliquant le Gouvernement nicaraguayen dans le conflit salvadorien.

Cette même semaine, alors que les conversations Castañeda-Haig sur la crise de l'Amérique centrale n'étaient pas encore terminées, des terroristes financés par la C.I.A. et opérant à partir du territoire hondurien ont dynamité deux de nos principaux ponts à l'aube du lundi 15 mars.

Le 15 mars encore, deux citoyens nicaraguayens, Juan José Martínez et David Atila Ruiz, qui se trouvaient dans une petite embarcation dans les eaux nicaraguayennes du golfe de Fonseca, ont été attaqués et mitraillés par un garde-côte des forces navales honduriennes et, on ne sait toujours pas ce qu'il est advenu d'eux. Deux jours plus tard, le 17 mars, une nouvelle attaque a été perpétrée contre un autre bateau de pêche nicaraguayen dans les eaux territoriales de notre pays, dans le golfe de Fonseca. Cette fois-ci, c'est un garde-côte de la marine salvadorienne qui a attaqué, en blessant grièvement le citoyen nicaraguayen Bernardo Dávila Blanco. Toutes ces agressions visent délibérément à créer des conditions qui justifieraient une intervention étrangère contre le Nicaragua.

Une analyse approfondie des circonstances qui entourent tous ces événements nous a amenés à la conclusion qu'une invasion du Nicaragua est imminente et nous a amenés à décréter l'état d'urgence.

Il est particulièrement condamnable qu'un membre permanent du Conseil de sécurité - les Etats-Unis - viole d'une façon si flagrante la Charte des Nations Unies et se comporte à l'encontre des principes et des buts de l'Organisation.

Le Gouvernement et le peuple nicaraguayens désirent ardemment la paix pour pouvoir reconstruire leur pays gravement atteint par de longues années d'exploitation et d'injustice sous la tyrannie somoziste, appuyée par une politique erronée des Etats-Unis.

Nous sommes cependant tout aussi bien résolus à défendre notre indépendance et notre souveraineté à quelque prix que ce soit.

La communauté internationale a le devoir d'agir pour empêcher une nouvelle agression contre les peuples d'Amérique centrale et préserver la paix.

Etant donné la gravité de la situation, je vous prie, Monsieur le Secrétaire général, de prendre les dispositions voulues pour que le Conseil de sécurité soit convoqué d'urgence en vue d'entendre la déclaration que je ferai personnellement au nom du peuple et du Gouvernement nicaraguayens avec la certitude que le Conseil saura prendre les mesures nécessaires pour empêcher un conflit qui apparaît imminent compte tenu de la décision susmentionnée d'intervenir en Amérique centrale.

